

65174 / VR 1-2

1

Avant-projet d'accord de coopération du (...) entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune mettant en œuvre une coopération renforcée en matière statistique et portant désignation de l'autorité statistique régionale comme autorité statistique de la Commission communautaire commune

Vu la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 8 et 92bis ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment ses articles 4 et 63 ;

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à la statistique régionale ;

Vu l'accord de coopération du 15 juillet 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux, notamment ses chapitres II et III et son article 36 ;

Vu l'obligation pour la Commission communautaire commune, issue de l'accord de coopération du 15 juillet 2014 précité, de désigner un service revêtant la qualité d'autorité statistique ;

Vu la nécessité, compte tenu de l'architecture institutionnelle bruxelloise, de développer des synergies en matière statistique entre la Région et la Commission communautaire commune et de réaliser des économies d'échelle ;

Vu les missions qui sont actuellement réalisées par l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse ;
La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en la personne de M. Rudi Vervoort, Ministre-Président ;

La Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, représentée par le Collège réuni en la personne de M. Guy Vanhengel et M. Didier Gosuin, membres du Collège réuni ;
ci-après dénommées les parties,
ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE 1^{ER} – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

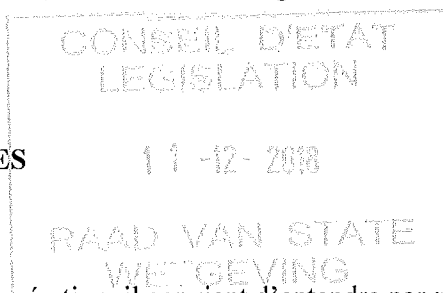
Définitions

Art. 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, il convient d'entendre par :

1° accord de coopération du 15 juillet 2014 : accord de coopération du 15 juillet 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux ;

2° autorité statistique : autorité statistique au sens de l'article 36 de l'accord de coopération du 15 juillet 2014 ;

3° autorité statistique régionale : service désigné par la Région de Bruxelles-Capitale en tant



qu'autorité statistique et également désigné par le présent accord de coopération comme autorité statistique de la Commission communautaire commune ;

4° Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse : comité visé à l'article 11 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à la statistique régionale ;

5° données agrégées : données synthétiques combinant des données individuelles à l'aide d'opérations mathématiques ;

6° IIS : Institut interfédéral de statistique ;

7° Statistiques publiques : statistiques publiques au sens de l'article 1er, 2°, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014 ;

8° programme statistique : programme statistique au sens de l'article 1er, 3°, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014 ;

9° Programme statistique intégré : programme statistique intégré au sens de l'article 1^{er}, 4°, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014.

Objet

Art. 2. Le présent accord de coopération a pour objet de mettre en œuvre une coopération renforcée entre les parties en matière statistique.

À cet effet, l'autorité statistique de la Région de Bruxelles-Capitale est désignée en tant qu'autorité statistique de la Commission communautaire commune. À ce titre, elle est chargée de l'accomplissement des missions en matière statistique énumérées à l'article 3, pour le compte de la Commission communautaire commune et avec le concours de ses services. Le présent accord de coopération définit ces missions ainsi que les modalités de leur exercice.

La conclusion de l'accord ne porte pas préjudice aux compétences de la Commission communautaire commune ainsi que des organismes qui en dépendent pour l'établissement des statistiques, études et analyses dans les matières relevant de leurs compétences. La mise en œuvre de son programme statistique relève de la Commission communautaire commune, en collaboration avec l'autorité statistique régionale.

CHAPITRE 2 – MISSIONS

Missions

Art. 3. Les missions qui font l'objet du présent accord de coopération sont :

1° les missions telles que définies par l'accord de coopération du 15 juillet 2014, en particulier :

- l'élaboration et la coordination d'un programme statistique pour la Commission communautaire commune. Dans ce cadre, l'autorité statistique régionale accompagnera le développement et la production de statistiques publiques ;
- dans le cadre du programme statistique, la transmission des statistiques publiques relevant des compétences de la Commission communautaire commune, et l'accompagnement dans la mise en place des actions qui doivent améliorer la qualité de ces statistiques ;

2° l'établissement d'études et d'analyses spécifiques en collaboration avec la Commission communautaire commune.

Modalités d'exercice des missions

Art. 4. La Commission communautaire commune, et notamment l'Observatoire de la Santé et du Social, sont étroitement associés aux travaux de l'autorité statistique régionale dans les matières qui relèvent des compétences de la Commission communautaire commune.

Validation et suivi du programme statistique de la Commission communautaire commune

Art. 5. L'autorité statistique régionale soumet un projet de programme statistique de la Commission communautaire commune au comité-programme pour approbation.

Une fois validé, le programme statistique définitif de la Commission communautaire commune est transmis par l'autorité statistique régionale à l'Institut interfédéral de statistique, conformément à l'article 8 de l'accord de coopération du 15 juillet 2014.

Art. 6. La Commission communautaire commune est associée au suivi de son programme statistique, notamment au travers du comité-programme visé à l'article 11.

Art. 7. Le rapport d'activités qui est établi annuellement par l'autorité statistique régionale conformément à l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à la statistique régionale portera également sur les missions accomplies en vertu du présent accord de coopération.

Ce rapport est transmis pour information au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Échange d'informations et transmission de données

Art. 8. La Commission communautaire commune transmet à l'autorité statistique régionale les données et informations nécessaires en vue de l'accomplissement des missions relevant du présent accord de coopération telles que définies à l'article 3.

L'autorité statistique régionale transmet à la Commission communautaire commune les données agrégées nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Art. 9. Des membres du personnel de la Commission communautaire commune peuvent être autorisés, dans le cadre de projets menés en commun, à travailler dans les locaux mêmes de l'autorité statistique régionale.

Les modalités de l'exercice de cette faculté sont arrêtées de commun accord entre le directeur de l'autorité statistique régionale et le directeur de l'Observatoire de la Santé et du Social.

Art. 10. Les obligations résultant de l'accord de coopération du 15 juillet 2014, notamment en termes de secret statistique et de communication de données confidentielles, ainsi que les obligations résultant des législations relatives à la statistique et à la protection des données à caractère personnel, sont pleinement applicables lors de l'exécution des missions résultant du présent accord de coopération et, plus particulièrement, à l'occasion de la transmission de données.

Comité-programme

Art. 11. § 1^{er}. En vue notamment d'assurer le suivi du programme statistique et de garantir un échange d'informations efficient, un comité-programme est créé.

Ce comité se compose comme suit :

- trois représentants de la Commission communautaire commune, dont un représentant de l'Observatoire de la Santé et du Social ;
- trois représentants de l'autorité statistique régionale, dont le responsable de la cellule chargée de la thématique Santé au sein de l'autorité statistique régionale.

Il est présidé par le responsable de la cellule chargée de la thématique Santé au sein de l'autorité statistique régionale.

Il se réunit au minimum trois fois par an.

§ 2. Les missions du comité-programme sont les suivantes :

- 1° le suivi de la mise en œuvre du programme statistique de la Commission communautaire commune ;
- 2° la définition des statistiques, études et rapports statistiques dans les matières relevant de la Commission communautaire commune ;
- 3° l'approbation du programme statistique de la Commission communautaire commune.

Propriété des statistiques et études produites et diffusion des résultats

Art. 12. Conformément à l'article 36, 3°, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014, la diffusion des statistiques publiques produites dans le cadre du présent accord de coopération par l'autorité statistique se fait suivant le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne fixé par l'Union européenne (Eurostat).

Les sources des statistiques produites sont définies suivant l'organisme producteur, à savoir :

- 1° l'autorité statistique régionale et la Commission communautaire commune pour les statistiques spécifiquement agrégées au sein de l'autorité statistique régionale dans le cadre de la mise en œuvre du présent accord de coopération ;
- 2° la Commission communautaire commune pour les statistiques produites en propre dans le cadre du programme statistique de la Commission communautaire commune.

Art. 13. Les études produites conformément à l'article 3, 2°, du présent accord de coopération sont la propriété de l'autorité statistique régionale et de la Commission communautaire commune. La diffusion de ces études ne pourra intervenir que moyennant l'accord de l'autorité statistique régionale et de la Commission Communautaire commune.

CHAPITRE 3 – REPRÉSENTATION

Conseil d'administration de l'IIS

Art. 14. Le responsable de la cellule chargée de la thématique Santé au sein de l'autorité statistique régionale siège en tant que représentant de la Commission communautaire commune, à titre d'observateur, au sein du conseil d'administration de l'Institut interfédéral de statistique (IIS), conformément à l'article 15 de l'accord de coopération du 15 juillet 2014.

À défaut, le représentant de la Commission communautaire commune est choisi par le directeur de l'autorité statistique régionale parmi les autres responsables de cellule au sein de celle-ci, de commun accord avec la Commission communautaire commune.

La Commission communautaire commune est informée en temps utile des points qui sont à l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration de l'IIS.

Le représentant de la Commission communautaire commune au sein du conseil d'administration de l'IIS y relaie le point de vue de celle-ci.

Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse

Art. 15. La Commission communautaire commune désigne un agent représentant l'Observatoire de la Santé et du Social au sein du Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse. Ce représentant dispose du droit de vote.

CHAPITRE 4 – MOYENS NÉCESSAIRES À L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS

Art. 16. En vue d'accomplir les missions visées par le présent accord de coopération, l'autorité statistique régionale recrute ou engage un agent dédié.

La Commission communautaire commune est associée au processus de recrutement de cet agent, la décision finale d'engagement relevant cependant de l'autorité statistique régionale.

La Commission communautaire commune rembourse trimestriellement à l'autorité statistique régionale ou à l'organisme public auquel celle-ci appartient budgétairement un montant équivalent au coût lié à l'occupation d'un équivalent temps plein au grade de « attaché ».

Les modalités pratiques liées à l'exécution des prestations par l'agent sont décidées de commun accord par le directeur de l'autorité statistique régionale et le directeur de l'Observatoire de la Santé et du Social. L'agent a la qualité d'agent de l'autorité statistique régionale et est tenu aux obligations qui découlent de ce statut, notamment concernant le secret statistique.

CHAPITRE 5 – DISPOSITIONS FINALES

Art. 17. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier acte d'assentiment des parties.

Les parties s'engagent à évaluer périodiquement la mise en œuvre et les effets de l'accord de coopération, à tenir un débat et à rédiger un rapport à ce sujet tous les deux ans, qui sera remis au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune. Sur le fondement de cette évaluation périodique, les parties peuvent décider de modifier le présent accord.

Art. 18. La dénonciation de tout ou partie du présent accord nécessite un préavis écrit d'un an. En ce cas, les parties s'engagent à continuer à satisfaire aux obligations résultant du présent accord et, notamment, à fournir la collaboration nécessaire en cours.

Art. 19. Les parties sont chargées de la mise en œuvre du présent accord de coopération et s'engagent à procéder aux adaptations législatives et réglementaires nécessaires.

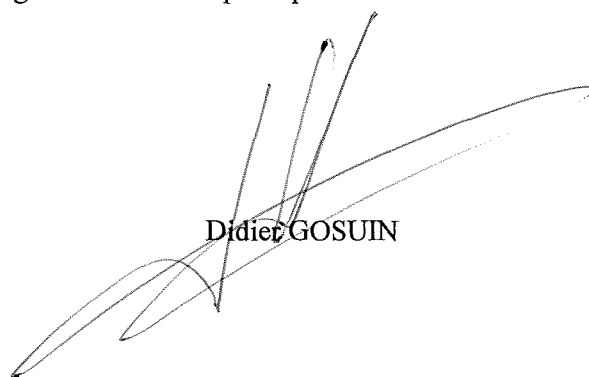
Art. 20. Dans l'hypothèse où la Région de Bruxelles-Capitale envisagerait de désigner un autre organe que l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse en tant qu'autorité statistique régionale, ou dans l'hypothèse d'une réorganisation interne ayant un impact significatif sur l'accomplissement des missions visées par l'accord, la Région serait tenue d'en informer préalablement la Commission communautaire commune, de manière à permettre à celle-ci de faire valoir d'éventuelles observations concernant les incidences susceptibles d'affecter la mise en œuvre du présent accord de coopération.

Fait à Bruxelles, le (...), en deux exemplaires originaux, en français et en néerlandais.

Les Membres du Collège réuni en charge de la Fonction publique



Guy VANHENGEL



Didier GOSUIN

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale

R. VERVOORT

Voorontwerp van samenwerkingsakkoord van (...) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter versterking van de samenwerking inzake statistiek en houdende aanwijzing van de gewestelijke statistische autoriteit tot statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Gelet op de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, meer bepaald de artikelen 8 en 92*bis*;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, meer bepaald de artikelen 4 en 63;

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de gewestelijke statistiek;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut voor de statistiek, van de raad van bestuur en de Wetenschappelijke Comités van het Instituut voor de nationale rekeningen, meer bepaald de hoofdstukken II en III en het artikel 36 van het akkoord;

Gelet op de verplichting voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als gevolg van voornoemd samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, om een dienst aan te wijzen die de hoedanigheid van statistische autoriteit aanneemt;

Gelet op de noodzaak, rekening gehouden met de organisatie van de Brusselse instellingen, om samenwerkingsverbanden inzake statistiek te ontwikkelen tussen het gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en om schaalvoordelen te realiseren;

Gelet op de huidige opdrachten van het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van dhr. Rudi Vervoort, Minister-President;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van dhr. Guy Vanhengel en dhr. Didier Gosuin, leden van het Verenigd College;

hierna de partijen genoemd,

zijn overeengekomen wat volgt:

HOOFDSTUK 1 – ALGEMENE BEPALINGEN

Definities

Art. 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder:

1° Samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014: samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut

voor de statistiek, van de raad van bestuur en de Wetenschappelijke Comités van het Instituut voor de nationale rekeningen;

2   statistische autoriteit: statistische autoriteit in de betekenis van artikel 36 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014;

3   gewestelijke statistische autoriteit: dienst die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft aangewezen als statistische autoriteit en die door het huidige samenwerkingsakkoord ook wordt aangewezen als statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

4   Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse: comité bedoeld in artikel 11 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de gewestelijke statistiek;

5   geaggregeerde gegevens: samengestelde gegevens die individuele gegevens combineren met behulp van wiskundige bewerkingen;

6   IIS: Interfederaal Instituut voor de Statistiek;

7   openbare statistieken: openbare statistieken in de betekenis van artikel 1, 2  , van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014;

8   statistisch programma: statistisch programma in de betekenis van artikel 1, 3  , van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014;

9   geïntegreerd statistisch programma: geïntegreerd statistisch programma in de betekenis van artikel 1, 4  , van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014.

Voorwerp

Art. 2. Het huidige samenwerkingsakkoord heeft tot doel om de samenwerking tussen de partijen te versterken in het domein van de statistiek.

Daartoe wordt de statistische autoriteit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangewezen als statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. In deze hoedanigheid is ze belast met de uitvoering van de opdrachten inzake statistiek zoals die worden beschreven in artikel 3, voor rekening van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en met de bijstand van de diensten van deze commissie. Het huidige samenwerkingsakkoord beschrijft deze opdrachten alsook hun modaliteiten van uitoefening.

Het sluiten van het akkoord doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de organen die onder die commissie ressorteren inzake het opmaken van statistieken, studies en analyses in de materies die tot hun bevoegdheden behoren. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is bevoegd voor de uitvoering van haar statistisch programma, in samenwerking met de gewestelijke statistische autoriteit.

HOOFDSTUK 2 – OPDRACHTEN

Opdrachten

Art. 3. De opdrachten die het voorwerp zijn van het huidige samenwerkingsakkoord zijn de volgende:

1   de opdrachten zoals beschreven in het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, meer bepaald:

-    de opmaak en de coördinatie van een statistisch programma voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. In dit kader begeleidt de gewestelijke statistische autoriteit de ontwikkeling en de productie van openbare statistieken;
-    in het kader van het statistisch programma, openbare statistieken doorgeven die tot de

bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren, evenals de begeleiding bij het ondernemen van de acties die de kwaliteit van deze statistieken moeten verbeteren;

2° de opmaak van specifieke studies en analyses in samenwerking met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Modaliteiten van uitoefening van de opdrachten

Art. 4. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en meer bepaald het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn, worden nauw betrokken bij de werkzaamheden van de gewestelijke statistische autoriteit in de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren.

Goedkeuring en opvolging van het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Art. 5. De gewestelijke statistische autoriteit legt een ontwerp van statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter goedkeuring over aan het programmacomité. Na goedkeuring wordt het definitieve statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie door de gewestelijke statistische autoriteit verzonden naar het Interfederaal Instituut voor de Statistiek in overeenstemming met artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014.

Art. 6. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt betrokken bij de opvolging van haar statistisch programma, meer bepaald via het programmacomité zoals bedoeld in artikel 11.

Art. 7. Het activiteitenverslag dat de gewestelijke statistische autoriteit jaarlijks opstelt overeenkomstig de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de gewestelijke statistiek, heeft ook betrekking op de opdrachten die krachtens het huidige samenwerkingsakkoord worden vervuld.

Dit verslag wordt ter informatie bezorgd aan het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Informatie-uitwisseling en doorsturen van gegevens

Art. 8. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bezorgt aan de gewestelijke statistische autoriteit de gegevens en de informatie die noodzakelijk zijn met het oog op het vervullen van de opdrachten van het huidige samenwerkingsakkoord zoals nader gedefinieerd in artikel 3.

De gewestelijke statistische autoriteit bezorgt aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de samengevoegde gegevens die nodig zijn met het oog op de uitoefening van haar opdrachten.

Art. 9. Personeelsleden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kunnen, in het kader van gezamenlijk uitgevoerde projecten, de toelating krijgen om in de lokalen van de gewestelijke statistische autoriteit te werken.

De voorwaarden inzake uitvoering van deze mogelijkheid worden bij onderling akkoord vastgesteld tussen de directeur van de gewestelijke statistische autoriteit en de directeur van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn.

Art. 10. De verplichtingen die voortvloeien uit het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, meer bepaald inzake statistisch geheim en de mededeling van vertrouwelijke gegevens, evenals de verplichtingen als gevolg van de wetgeving betreffende de statistiek en de bescherming van de persoonsgegevens, zijn volledig van toepassing bij de uitvoering van de opdrachten die voortvloeien uit dit samenwerkingsakkoord en, inzonderheid, ter gelegenheid van het doorgeven van gegevens.

Programmacomité

Art. 11. § 1. Er wordt een programmacomité opgericht, meer bepaald om de opvolging van het statistisch programma te verzekeren en garanties te bieden voor een efficiënte informatie-uitwisseling.

Dit comité is als volgt samengesteld:

- drie vertegenwoordigers van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, onder wie één vertegenwoordiger van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn;
- drie vertegenwoordigers van de gewestelijke statistische autoriteit, onder wie de leidinggevende van de cel die belast is met het thema Gezondheid bij de gewestelijke statistische autoriteit.

Dit comité wordt voorgezeten door de leidinggevende van de cel die belast is met het thema Gezondheid bij de gewestelijke statistische autoriteit.

Het komt ten minste driemaal per jaar samen.

§ 2. De opdrachten van het programmacomité zijn de volgende:

- 1° de opvolging en uitvoering van het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- 2° definitie van de statistieken, studies en statistische verslagen in de materies die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren;
- 3° goedkeuring van het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Eigendom van de geproduceerde statistieken en studies en verspreiding van de resultaten

Art. 12. Overeenkomstig artikel 36, 3°, van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 worden de statistieken die de statistische autoriteit produceert in het kader van het huidige samenwerkingsakkoord verspreid conform de praktijkcode voor Europese statistieken vastgelegd door de Europese Unie (Eurostat).

De bronnen van de geproduceerde statistieken worden gedefinieerd volgens de producerende instelling, i.e.:

- 1° de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de statistieken die op specifieke wijze worden samengevoegd bij de gewestelijke statistische autoriteit in het kader van de uitvoering van het huidige samenwerkingsakkoord;
- 2° de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de statistieken die zij zelf produceert in het kader van het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 13. De studies die worden geproduceerd overeenkomstig artikel 3, 2°, van het huidige samenwerkingsakkoord, zijn eigendom van de gewestelijke statistische autoriteit en de

Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Deze studies mogen enkel worden verspreid met het akkoord van de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK 3 – VERTEGENWOORDIGING

Raad van bestuur van het IIS

Art. 14. De leidinggevende van de cel die belast is met het thema Gezondheid bij de gewestelijke statistische autoriteit zetelt als vertegenwoordiger van de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als waarnemer, in de raad van bestuur van het Interfederaal Instituut voor de Statistiek (IIS), overeenkomstig artikel 15 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014.

Bij ontstentenis wordt de vertegenwoordiger van de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie door de directeur van de gewestelijke statistische autoriteit gekozen onder de overige leidinggevendenden van een cel bij die overheid, in gezamenlijk akkoord met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie krijgt tijdig kennis van de agendapunten van de vergaderingen van de raad van bestuur van het IIS.

De vertegenwoordiger van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in de raad van bestuur van het IIS verdedigt er het standpunt van die commissie.

Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse

Art. 15. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wijst een ambtenaar aan die het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn vertegenwoordigt binnen het Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse. Deze vertegenwoordiger heeft stemrecht.

HOOFDSTUK 4 – MIDDELEN DIE NODIG ZIJN OM DE OPDRACHTEN UIT TE VOEREN

Art. 16. Met het oog op de uitvoering van de opdrachten zoals bedoeld in het huidige samenwerkingsakkoord gaat de gewestelijke statistische autoriteit over tot de aanwerving of indienstneming van een ambtenaar ad hoc.

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt betrokken bij de aanwervingsprocedure van deze ambtenaar, maar de eindbeslissing inzake aanwerving ligt bij de gewestelijke statistische autoriteit.

Om de drie maanden betaalt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan de gewestelijke statistische autoriteit of aan de openbare instelling waartoe deze laatste budgettair gezien behoort een bedrag terug dat gelijk is aan de kosten voor de tewerkstelling van een voltijds equivalent in de graad van “attaché”.

De praktische modaliteiten betreffende de uitvoering van de prestaties door de ambtenaar worden in onderling overleg vastgesteld door de directeur van de gewestelijke statistische autoriteit en de directeur van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn. De ambtenaar heeft de hoedanigheid van ambtenaar van de gewestelijke statistische autoriteit en is gebonden door de verplichtingen die uit dit statuut voortvloeien zoals het statistisch geheim.

HOOFDSTUK 5 – SLOTBEPALINGEN

Art. 17. Het huidige samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur en treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de laatste instemmingsakte van de partijen.

De partijen verbinden zich ertoe om de uitvoering en de gevolgen van het samenwerkingsakkoord periodiek te evalueren en bespreken en hierover een tweejaarlijks verslag op te stellen dat vervolgens wordt overgemaakt aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Op grond van deze periodieke evaluatie kunnen de partijen beslissen om het huidige akkoord te wijzigen.

Art. 18. De opzegging van het huidige akkoord of een deel ervan vereist een schriftelijke opzegtermijn van één jaar. In dit geval verbinden de partijen zich ertoe de verplichtingen in acht te blijven nemen die voortvloeien uit het huidige akkoord en meer bepaald de lopende vereiste samenwerking te blijven verzekeren.

Art. 19. De partijen zijn belast met de tenuitvoerlegging van het huidige samenwerkingsakkoord en verbinden zich ertoe de noodzakelijke aanpassingen van de wet- en regelgeving door te voeren.

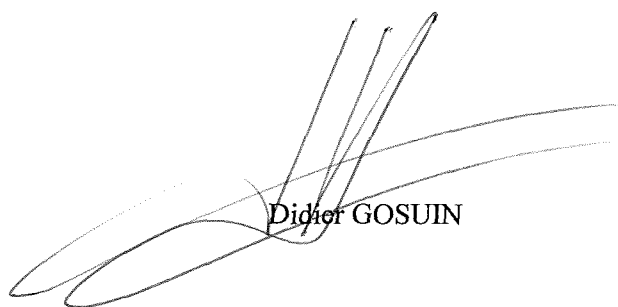
Art. 20. In de veronderstelling dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou overwegen om een andere instelling dan het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse aan te wijzen als gewestelijke statistische autoriteit, of in de veronderstelling van een interne herstructurering die significante gevolgen heeft voor de uitvoering van de opdrachten zoals bedoeld in het akkoord, zou het Gewest gehouden zijn de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie daarvan op voorhand kennis te geven zodat deze laatste eventuele opmerkingen kan doen gelden met betrekking tot de mogelijke weerslag op de uitvoering van het huidige samenwerkingsakkoord.

Op (...) opgemaakt te Brussel, in twee originele exemplaren, in het Nederlands en het Frans.

De leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Openbaar Ambt,



Guy VANHENGEL



Didier GOSUIN

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

R. VERVOORT

Avant-projet d'ordonnance d'assentiment à l'accord de coopération du (...) entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune mettant en œuvre une coopération renforcée en matière statistique et portant désignation de l'autorité statistique régionale comme autorité statistique de la Commission communautaire commune

Exposé des motifs

I. INTRODUCTION

En vue de mettre en œuvre l'accord institutionnel pour la sixième réforme de l'Etat du 11 octobre 2011, qui prévoit d'interfédéraliser l'Institut National de Statistique (INS) et d'intégrer les entités fédérées dans l'Institut des Comptes Nationaux (ICN), un accord de coopération a été conclu le 15 juillet 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française « concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux ».

L'article 36 de cet accord de coopération fait obligation au gouvernement fédéral et aux exécutifs des collectivités fédérées (dont le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège réuni de la Commission communautaire commune) de désigner, parmi leurs services, un service qui revête la qualité d'autorité statistique. Ce service doit être organisé par une loi, un décret ou une ordonnance, ou en vertu de telles dispositions ; il doit garantir les droits des déclarants et veiller au respect du secret statistique ; il doit exercer sa mission dans le respect des principes directeurs de la statistique publique, conformément au Code de bonnes pratiques de la statistique européenne fixé par l'Union européenne (Eurostat). L'autorité statistique est chargée d'établir annuellement un programme statistique.

L'accord de coopération du 15 juillet 2014 crée également un établissement doté de la personnalité juridique, dénommé « Institut interfédéral de statistique » (ci-après IIS) et chargé de l'accomplissement de plusieurs missions, dont celle d'établir un programme statistique intégré sur la base des programmes statistiques qui lui sont transmis par les autorités statistiques. Ce nouvel organisme doit fonctionner sous l'autorité d'une conférence interministérielle de la statistique, composée des ministres ayant les statistiques dans leurs compétences au sein des différents exécutifs. Le conseil d'administration de l'IIS est composé de six membres, dont trois sont désignés par les Régions. En vertu de l'article 15 de l'accord de coopération, la Commission communautaire commune peut désigner un observateur, étant précisé que celui-ci doit être choisi parmi les hauts fonctionnaires (statutaires ou contractuels) de l'autorité statistique.

II. PORTÉE DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

Le présent accord de coopération a pour objet de mettre en œuvre une coopération renforcée entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune en matière statistique et de procurer exécution à l'accord de coopération du 15 juillet 2014.

Le point de rencontre de cette coopération serait l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse (ci-après l'Institut) qui, depuis sa création en 2010, a développé une expertise et une méthodologie reconnues en matière statistique. L'idée serait donc de partir des institutions existantes et, dans un souci d'efficacité, d'éviter la coexistence de deux structures statistiques redondantes sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, tout en respectant les règles de répartition des compétences.

En application du présent accord de coopération, l'autorité statistique de la Région de Bruxelles-Capitale, en l'occurrence l'Institut, serait donc désignée en tant qu'autorité statistique de la Commission communautaire commune.

Il a été décidé de faire mention dans l'accord de coopération de « l'autorité statistique régionale », plutôt que de l'Institut nommément. Ce choix résulte d'une volonté de souplesse : la Région reste ainsi théoriquement libre de désigner un autre service en tant qu'autorité statistique, sans devoir obtenir préalablement l'aval de la Commission communautaire commune à cet effet. Ledit autre service deviendrait également, par nécessaire implication, l'autorité statistique de la Commission communautaire commune. Un mécanisme d'information préalable a néanmoins été mis en place en vue de préserver la bonne exécution de l'accord de coopération en pareil cas.

En sa qualité d'autorité statistique de la Commission communautaire commune, l'autorité statistique régionale serait chargée de l'accomplissement de plusieurs missions en matière statistique pour le compte de la Commission communautaire commune. Ces missions consisteraient principalement à élaborer et à coordonner un programme statistique pour la Commission communautaire commune, conformément à l'article 1^{er}, 3^o, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014, et à accompagner le développement et la production de statistiques publiques. Ces missions seraient accomplies en étroite association avec les services du Collège réuni de la Commission communautaire commune, qui assumerait la mise en œuvre du programme statistique en collaboration avec l'autorité statistique régionale.

Il est important de souligner que le travail qui serait fourni par l'autorité statistique régionale au sujet du programme statistique de la Commission communautaire commune serait principalement un travail préparatoire. La validation dudit programme statistique est la prérogative du comité-programme dans lequel siègent pour moitié des représentants de la Commission communautaire commune.

Le présent accord de coopération prévoit les modalités d'exercice de la collaboration entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune en matière statistique. Il met ainsi en place un comité-programme, composé de représentants de l'autorité statistique régionale et de la Commission communautaire commune, comité qui serait chargé de superviser et de coordonner l'accomplissement par l'autorité statistique régionale des missions prévues par l'accord. Ce comité-programme aurait ainsi la compétence de valider le programme statistique préparé par l'autorité statistique régionale.

L'accord règle la représentation de la Commission communautaire commune au sein des différents organes statistiques existants (IIS, Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse).

Ainsi, pour ce qui est de la représentation de la Commission communautaire commune au sein du conseil d'administration de l'IIS, il convient de tenir compte de la contrainte imposée par l'article 15

de l'accord de coopération du 15 juillet 2014, selon laquelle le représentant doit être un haut fonctionnaire de l'autorité statistique. Pour cette raison, il a été convenu que le responsable de la cellule chargée de la thématique Santé au sein de l'autorité statistique régionale représenterait en principe la Commission communautaire commune au conseil d'administration de l'IIS. Cette mission de représentation est relativement limitée, dès lors que le représentant de la Commission communautaire commune, au même titre que les représentants des Communautés, n'y siège qu'en qualité d'observateur.

Concernant la représentation de la Commission communautaire commune au sein du conseil d'administration de l'Institut des comptes nationaux (ICN), la question est directement réglée dans l'accord de coopération du 15 juillet 2014. Celui-ci prévoit en effet, en son article 26, qu'il revient au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de désigner deux représentants de rôle linguistique différent, après concertation avec le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française. Les deux représentants sont le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint d'une autorité statistique et un expert spécialisé en statistiques économiques ou budgétaires.

Pour mettre en œuvre les missions qui lui incomberaient en application du présent accord de coopération, l'autorité statistique recrutera ou engagera un agent.

En toute hypothèse, la Commission communautaire commune devra être associée au processus de recrutement de l'agent, la décision finale d'engagement relevant toutefois de la seule responsabilité de l'autorité statistique régionale.

L'agent devra être pleinement considéré, du point de vue organique, comme un agent de l'autorité statistique régionale. Les droits et obligations afférant à ce statut lui seront donc applicables. À ce titre, il pourra avoir accès aux données confidentielles de l'autorité statistique régionale, dans le respect de la réglementation applicable.

Les modalités pratiques liées à l'exécution des prestations de l'agent seront convenues de commun accord entre le directeur de l'autorité statistique régionale et celui de l'Observatoire.

La charge financière liée à l'engagement de l'agent par l'autorité statistique régionale – et donc à l'accomplissement des missions qui seraient effectuées par celle-ci en application du présent accord – relèvera exclusivement de la Commission communautaire commune, qui transférera à l'autorité statistique les montants liés à l'engagement de l'agent évoqué ci-avant.

En sens inverse, il est prévu que des agents des services du Collège réuni de la Commission communautaire commune puissent venir travailler dans les locaux de l'autorité régionale statistique dans le cadre de projets menés en commun. Ces agents n'ayant pas de lien organique avec l'autorité statistique régionale, ils doivent être considérés comme des tiers au sens de l'accord de coopération du 15 juillet 2014 et n'auront donc en principe pas accès aux données confidentielles détenues par l'autorité statistique régionale.

Dans le prolongement de cette observation, il est important de souligner que, dans un cas comme dans l'autre, l'autorité statistique régionale ne pourra transmettre des données confidentielles à la Commission communautaire commune sur le fondement de l'accord de coopération du 15 juillet 2014 – de la même manière qu'elle ne peut pas transmettre de telles données à la Région de

Bruxelles-Capitale sur ce même fondement. La transmission de données confidentielles visée par l'article 38 de cet accord ne peut en effet intervenir qu'entre autorités statistiques, celles-ci étant tenues à l'égard des tiers aux obligations résultant du secret statistique, en vertu de l'article 42 du même accord.

En l'occurrence, la Commission communautaire commune doit être considérée comme un tiers pour l'application de cette disposition. L'article 18 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, qui consacre le secret professionnel en matière statistique, fait en principe obstacle à la transmission de données confidentielles à la Commission communautaire commune.

Cette impossibilité de principe pour l'autorité statistique régionale de transmettre des données confidentielles à la Commission communautaire commune ne constitue pas un obstacle à la mise en œuvre de l'accord de coopération. Il est en effet possible, dans le chef de la Commission communautaire commune et par l'intermédiaire de ses propres agents, d'exécuter le programme statistique établi par l'autorité statistique régionale pour son compte, sans avoir nécessairement accès aux données confidentielles qui ont pu servir à l'établissement dudit programme.

La législation applicable permet également, dans une certaine mesure et moyennant le respect de certaines conditions, la transmission de données entre l'autorité statistique régionale et la Commission communautaire commune.

Ainsi, conformément à l'article 7, § 2, de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à la statistique régionale, l'autorité statistique régionale peut communiquer des statistiques globales et anonymes à la Commission communautaire commune. Dans l'hypothèse où, par suite du nombre réduit de déclarants, la divulgation de situations individuelles est possible, l'autorité statistique régionale serait autorisée à communiquer les statistiques aux services du Collège réuni de la Commission communautaire commune à titre confidentiel, sans devoir nécessairement obtenir l'autorisation préalable du déclarant, sur la base de l'article 2, c, de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique.

Il est également possible pour l'autorité statistique régionale et la Commission communautaire commune de conclure un contrat de confidentialité pour la communication de données d'études codées par la première, conformément à l'article 15 de la loi du 14 juillet 1962 relative à la statistique publique.

Sous ces réserves, l'accord règle les modalités d'échange d'informations et de transmission des données, tout en précisant qu'il ne déroge en rien à la réglementation applicable en matière statistique et de protection des données à caractère personnel.

III. CONFORMITÉ DE L'ACCORD AUX RÈGLES DE RÉPARTITION DES COMPÉTENCES

Selon une jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle,

« [b]ien que toute forme de coopération implique inévitablement une limitation de l'autonomie des autorités concernées, la conclusion d'un accord de coopération prévue par l'article 92bis ne peut entraîner un échange, un abandon ou une restitution de compétence; il s'agirait là d'une violation des règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'État fédéral, des Communautés et des Régions »¹.

Il est généralement admis que la conclusion d'un accord de coopération ne peut donner lieu à la délégation ni d'une compétence réglementaire, ni d'une compétence de gestion, ni d'une compétence de contrôle ou de tutelle, ni d'une compétence de prendre des décisions à portée individuelle². Il est également interdit aux différentes entités de participer mutuellement au financement de leurs compétences respectives³.

Il résulte toutefois de plusieurs avis de la section de législation du Conseil d'Etat qu'il est loisible à une entité fédérée de confier à un organe d'une autre entité fédérée l'accomplissement de certaines missions relevant de ses propres compétences, pourvu qu'il s'agisse de simples tâches d'exécution et que l'entité délégante reste étroitement associée à l'accomplissement desdites missions⁴.

D'autre part, de manière constante, le Conseil d'Etat, section de législation, considère que la réponse à la question de savoir si un accord de coopération aboutit à un abandon de compétence doit s'appuyer sur un examen des circonstances et des modalités concrètes de la coopération⁵.

En l'espèce, le présent accord de coopération n'a ni pour objet, ni pour effet d'entraîner un abandon de compétence dans le chef de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Commission communautaire commune. En effet,

- l'accord de coopération n'emporte pas de transfert de la Commission communautaire commune à la Région de Bruxelles-Capitale d'une compétence réglementaire, ni d'une compétence de contrôle, ni d'une compétence d'adopter des décisions individuelles en matière statistique ; les missions concernées relèvent d'une pure exécution ;
- l'obligation qui incombe à la Commission communautaire commune de désigner une autorité

¹ C.A., arrêt n° 17/1994 du 3 mars 1994, considérant B.5.3. Voy. aussi, plus récemment, C. const., arrêt n° 171/2015 du 3 décembre 2015, B.12 ; C. const., arrêt n° 112/2011 du 23 juin 2011, B.6.2.

² Y. PEETERS, « Samenwerking in het federale België », in B. SEUTIN et G. van HAEGENDOREN (éds.), *De transversale bevoegdheden in het federale België*, 2017, p. 140, et les références citées. Notons que, s'agissant de la compétence de prendre des décisions à portée individuelle, le Conseil d'Etat a changé d'attitude au cours des années.

³ *Ibid.*

⁴ C.E. (sect. lég.) avis du 24 octobre 1988, Cons. Comm. fr., 1988-1989, n° 38/1. Plus récemment, voy. C.E. (sect. lég.), avis n°s 52.324/AG/4 et 52.325/AG/4 des 8 janvier 2013 (assemblée générale) et 14 janvier 2013 (4^e ch.), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/52325.pdf> ; C.E. (sect. lég.), avis n° 49.218 du 1^{er} mars 2011 sur un avant-projet de décret « portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances (REACH) » (*a contrario*), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/49218.pdf>.

⁵ C.E. (sect. lég.), avis n°s 52.324/AG/4 et 52.325/AG/4 des 8 janvier 2013 (assemblée générale) et 14 janvier 2013 (4^e ch.), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/52325.pdf>.

- statistique, celle-ci devant ensuite établir un programme statistique annuel, est une obligation à laquelle la Commission communautaire commune a librement souscrit en ratifiant l'accord de coopération du 15 juillet 2014, et qui ne dérive pas de la Constitution ni des lois spéciales ;
- l'accord de coopération garantit que la Commission communautaire commune est étroitement associée à l'accomplissement de ces missions, que ce soit par l'intermédiaire de son administration et, en particulier, de son service d'étude, l'Observatoire de la Santé et du Social, ou en désignant des représentants qui siègeraient au sein d'un comité-programme, comprenant également des représentants de l'autorité statistique régionale, ainsi que des représentants qui siègeraient notamment au Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse;
 - le financement des missions concernées incombe exclusivement à la Commission communautaire commune ;
 - la conclusion de l'accord ne porte pas préjudice à la possibilité pour la Commission communautaire commune ainsi que les organismes qui en dépendent d'établir des statistiques, études et analyses dans les matières relevant de leurs compétences ;
 - la Commission communautaire commune reste libre, à tout moment mais moyennant un préavis raisonnable, fixé à un an, d'exercer elle-même les missions qui sont comprises dans le présent accord de coopération et, par exemple, de désigner sa propre autorité statistique.

Il convient enfin de relever que la Communauté française et la Région wallonne ont conclu un accord de coopération le 8 octobre 2009 « dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistique », publié au Moniteur belge du 4 décembre de la même année. Cet accord de coopération contient un certain nombre de dispositions analogues au présent accord. Le Conseil d'Etat, section de législation, n'a pas émis de remarque à propos de la compétence dans ses avis relatifs aux avant-projets de décret d'assentiment⁶.

⁶ C.E. (sect. lég.), avis n° 46.933/2 du 13 juillet 2009 sur un avant-projet de décret wallon « portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistiques » (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46933.pdf>). C.E. (sect. lég.) avis n° 46.736/2 du 17 juin 2009 sur un avant-projet de décret de la Communauté française « portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française concernant les synergies statistiques » (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46736.pdf>).

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article définit certaines notions utilisées dans l'accord de coopération. Il se réfère à des définitions qui figurent dans d'autres normes (accord de coopération, ordonnance).

Article 2

Cet article porte sur l'objet de l'accord, qui est de mettre en œuvre une coopération renforcée entre les parties en matière statistique, et sur la mesure principale de celui-ci, qui consiste à désigner l'autorité statistique de la Région de Bruxelles-Capitale en tant qu'autorité statistique de la Commission communautaire commune. Il précise que la Commission communautaire commune reste tout à fait libre d'établir des statistiques, études et analyses dans les matières relevant de ses compétences : elle reste pleinement compétente en matière statistique.

Article 3

Cet article définit les missions qui sont exercées par l'autorité statistique régionale pour le compte de la Commission communautaire commune.

Article 4

Cet article précise que la Commission communautaire commune et, spécialement, l'Observatoire de la Santé et du Social, doivent être étroitement associés aux travaux de l'autorité statistique régionale dans les matières qui relèvent des compétences de la Commission communautaire commune. Il s'agit d'une ligne directrice de l'accord de coopération, qui est déclinée de plusieurs manières dans les dispositions suivantes.

Article 5

Cet article prévoit la procédure de validation du programme statistique que l'autorité statistique régionale établit pour la Commission communautaire commune. Une fois le programme validé, il sera transmis par l'autorité statistique régionale à l'IIS.

Article 6

Cet article prévoit que la Commission communautaire commune participe au suivi du programme statistique, notamment au travers du comité-programme prévu à l'article 11.

Article 7

Cet article prévoit que le rapport annuel d'activités établi par l'autorité statistique régionale doit également porter sur les missions exécutées en vertu du présent accord.

Article 8

Cet article met en place un système d'échange d'informations réciproque.

Article 9

Cet article prévoit que les agents des services du Collège réuni de la Commission communautaire commune peuvent venir travailler dans les locaux de l'autorité statistique régionale.

Article 10

Cet article rappelle que les obligations en termes de secret statistique et de protection des données à caractère personnel restent pleinement d'application.

Article 11

Cet article crée un comité paritaire, c'est-à-dire composé également de représentants de l'autorité statistique régionale et de représentants de la Commission communautaire commune, dont les missions consistent valider le programme statistique de la Commission communautaire commune, à suivre sa mise en œuvre et à définir les statistiques, études et rapports statistiques qui peuvent être établis dans les matières qui ressortissent à la compétence de la Commission communautaire commune. Ce comité a vocation à superviser la manière dont les missions prévues par le présent accord sont réalisées. À cet effet, il est prévu qu'il se réunisse à échéances régulières.

Articles 12 et 13

Ces articles traitent de la propriété des statistiques et études produites dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord et de la diffusion des résultats.

Article 14

Cet article règle la représentation de la Commission communautaire commune au sein du conseil d'administration de l'Institut interfédéral de statistique. Il met en œuvre l'article 15 de l'accord de coopération du 15 juillet 2014. Dans la mesure où le représentant de la Commission communautaire commune doit être choisi parmi les hauts fonctionnaires (statutaires ou contractuels) de l'autorité statistique, l'article 14 prévoit que cette représentation sera en principe assurée par le responsable de la cellule chargée de la thématique Santé au sein de l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse.

Article 15

Cet article règle la représentation de la Commission communautaire commune au sein du Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse.

Article 16

Cet article porte sur les moyens dévolus à la mise en œuvre de l'accord de coopération. Il prévoit que pour l'accomplissement des missions visées par l'accord, l'autorité statistique régionale recrutera ou

engagera un agent. Les charges financières liées à l'engagement de cet agent seront à la charge de la Commission communautaire commune. L'article 16 traite également des modalités suivant lesquelles l'agent en cause est appelé à accomplir ses missions.

Articles 17 à 20

Ces articles portent sur la durée de l'accord de coopération, sur son évaluation périodique par les parties et sur les modalités d'une éventuelle dénonciation. L'article 20 met à charge de la Région de Bruxelles-Capitale une obligation de concertation en cas de réorganisation administrative susceptible d'avoir un impact sur la mise en œuvre de l'accord de coopération.

Voorontwerp van samenwerkingsakkoord van (...) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter versterking van de samenwerking inzake statistiek en houdende aanwijzing van de gewestelijke statistische autoriteit tot statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Memorie van toelichting

I. INLEIDING

Met het oog op de uitvoering van het institutioneel akkoord voor de zesde Staatshervorming van 11 oktober 2011, waarin wordt voorzien om het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NIS) te inter-federaliseren en de gefedereerde entiteiten op te nemen in het Instituut voor de Nationale Rekeningen (INR) werd er op 15 juli 2014 een samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de Franse Gemeenschapscommissie “betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut voor de statistiek, van de raad van bestuur en de Wetenschappelijke Comités van het Instituut voor de nationale rekeningen”.

Krachtens artikel 36 van dit samenwerkingsakkoord zijn de federale regering evenals de regeringen van de gefedereerde entiteiten (waartoe de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren) gehouden om onder hun diensten een dienst aan te wijzen die wordt bekleed met de hoedanigheid van statistische autoriteit. Deze dienst moet worden georganiseerd bij of krachtens een wet, decreet of een ordonnantie; hij waarborgt de rechten van de aangevers en waakt over de eerbiediging van de statistische geheimhouding; hij voert zijn opdracht uit met inachtneming van de leidende beginselen van de openbare statistiek, conform de Praktijkcode voor Europese statistieken vastgelegd door de Europese Unie (Eurostat). De statistische autoriteit moet elk jaar een statistisch programma opstellen.

Het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 richt ook een instelling met rechtspersoonlijkheid op onder de benaming “Interfederaal Instituut voor de Statistiek” (hierna IIS). Dit instituut wordt belast met de uitvoering van meerdere opdrachten, onder andere de opdracht een geïntegreerd statistisch programma op te maken op basis van de statistische programma’s die het ontvangt van de statistische autoriteiten. Deze nieuwe instelling moet functioneren onder het gezag van een interministeriële conferentie van de statistiek die is samengesteld uit de ministers bevoegd voor statistiek binnen de verschillende regeringen. De raad van bestuur van het IIS telt zes leden waarvan er drie worden aangewezen door de gewesten. Krachtens artikel 15 van het samenwerkingsakkoord mag de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een waarnemer aanwijzen, met dien verstande dat de betrokkene moet worden gekozen onder de hoge (statutaire of contractuele) ambtenaren van de statistische autoriteit.

II. DRAAGWIJDTE VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

Het huidige samenwerkingsakkoord heeft tot doel de samenwerking inzake statistiek te versterken tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en

uitvoering te geven aan het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014.

De ontmoetingsplek voor deze samenwerking zou het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (hierna het Instituut) worden dat, sinds zijn oprichting in 2010, deskundigheid en een methodologie in het domein van de statistiek heeft ontwikkeld en daarvoor ook erkenning geniet. Het zou dus de bedoeling zijn om te vertrekken van de bestaande instellingen en, in een streven naar efficiëntie, het naast elkaar bestaan van twee elkaar overlappende statistische structuren te vermijden op het grondgebied van het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad, met inachtneming weliswaar van de regels inzake de verdeling van de bevoegdheden.

Bij toepassing van het huidige samenwerkingsakkoord zou de statistische autoriteit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, i.e. het Instituut, dus worden aangewezen tot statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Er werd beslist om in het samenwerkingsakkoord de term “gewestelijke statistische autoriteit” te gebruiken, veeleer dan het Instituut bij naam te noemen. Deze keuze is ingegeven door een streven naar flexibiliteit: zo behoudt het gewest in theorie de vrijheid om een andere dienst aan te wijzen tot statistische autoriteit, zonder dat het daartoe de voorafgaande goedkeuring vanwege de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie dient te verkrijgen. De bedoelde andere dienst zou dan ook, onvermijdelijk, de statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden. Er werd echter een mechanisme van voorafgaande kennisgeving gecreëerd met het oog op het behoud van de goede uitvoering van het samenwerkingsakkoord in een dergelijk geval.

In haar hoedanigheid van statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zou de gewestelijke statistische autoriteit belast zijn met de uitvoering van meerdere opdrachten inzake statistiek voor rekening van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Deze opdrachten zouden er voornamelijk in bestaan een statistisch programma op te stellen en te coördineren voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in overeenstemming met artikel 1, 3°, van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, alsook om de ontwikkeling en de productie van openbare statistieken te begeleiden. Deze opdrachten zouden worden vervuld in nauwe samenwerking met de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, die zouden instaan voor de uitvoering van het statistisch programma in samenwerking met de gewestelijke statistische autoriteit.

Het is belangrijk de nadruk te leggen op het feit dat het werk dat de gewestelijke statistische autoriteit zou leveren met betrekking tot het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voornamelijk werk van voorbereidende aard zou zijn. De validatie van voornoemd statistisch programma behoort tot de prerogatieven van het programmacomité dat voor de helft is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Het huidige samenwerkingsakkoord stelt de modaliteiten tot uitoefening van de samenwerking vast tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in het domein van de statistiek. Het akkoord richt een programmacomité op dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Dit comité zou belast worden met het toezicht op en de coördinatie van de uitvoering door de gewestelijke statistische autoriteit van de opdrachten waarin het akkoord voorziet. Zo

zou dit programmacomité bevoegd zijn om het statistisch programma goed te keuren dat de gewestelijke statistische autoriteit heeft opgemaakt.

Het akkoord regelt de vertegenwoordiging van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie binnen de verschillende bestaande statistische organen (IIS, Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse).

Wat betreft de vertegenwoordiging van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie binnen de raad van bestuur van het IIS dient er rekening te worden gehouden met de verplichting zoals opgelegd door artikel 15 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014. Dit artikel bepaalt dat de vertegenwoordiger een hoge ambtenaar van de statistische autoriteit moet zijn. Om die reden werd overeengekomen dat de leidinggevende van de cel die belast is met het thema Gezondheid bij de gewestelijke statistische autoriteit in principe de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zou vertegenwoordigen binnen de raad van bestuur van het IIS. Deze opdracht van vertegenwoordiging is vrij beperkt, daar de vertegenwoordiger van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie er net als de vertegenwoordigers van de gemeenschappen enkel als waarnemer zetelt.

De kwestie van de vertegenwoordiging van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie binnen de raad van bestuur van het Instituut voor de Nationale Rekeningen (INR) wordt rechtstreeks geregeld in het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014. Artikel 26 van dit akkoord bepaalt immers dat het de taak is van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om, na overleg met het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en met het College van de Franse Gemeenschapscommissie, twee vertegenwoordigers met verschillende taalrol aan te wijzen. Beide vertegenwoordigers zijn enerzijds de leidend ambtenaar of de adjunct-leidend ambtenaar van een statistische autoriteit en anderzijds een expert gespecialiseerd in economische of begrotingsstatistieken.

Om de opdrachten uit te voeren waarmee ze zou worden belast bij toepassing van het huidige samenwerkingsakkoord zal de statistische autoriteit een ambtenaar aanwerven of in dienst nemen.

Hoe dan ook moet de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betrokken worden bij de aanwervingsprocedure van de ambtenaar; het is echter enkel de gewestelijke statistische autoriteit die bevoegd is om een definitieve aanwervingsbeslissing te nemen.

Wat betreft het organigram moet de ambtenaar ten volle worden beschouwd als een ambtenaar van de gewestelijke statistische autoriteit. Bijgevolg zijn de rechten en plichten met betrekking tot dit statuut op hem toepasselijk. Zo krijgt hij toegang tot de vertrouwelijke gegevens van de gewestelijke statistische autoriteit, met inachtneming van de toepasselijke regelgeving.

De praktische modaliteiten betreffende de uitvoering van de prestaties van de ambtenaar worden vastgesteld bij onderling overleg tussen de directeur van de gewestelijke statistische autoriteit en de directeur van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn.

De financiële kosten als gevolg van de aanwerving van de ambtenaar door de gewestelijke statistische autoriteit – en dus m.b.t. de vervulling van de opdrachten die deze autoriteit zou vervullen bij toepassing van het huidige akkoord – zijn uitsluitend ten laste van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die de bedragen betreffende de bovenvermelde aanwerving van de ambtenaar zal overmaken aan de gewestelijke autoriteit.

Omgekeerd is het de bedoeling dat ambtenaren van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kunnen komen werken in de lokalen van de gewestelijke statistische autoriteit in het kader van gezamenlijke projecten. Aangezien deze ambtenaren geen organieke relatie hebben met de gewestelijke statistische autoriteit, dienen ze te worden beschouwd als derden in de betekenis van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 en hebben ze in principe geen toegang tot de vertrouwelijke informatie in het bezit van de gewestelijke statistische autoriteit.

Aansluitend op deze vaststelling is het belangrijk te benadrukken dat – zowel in het ene als het andere geval – de gewestelijke statistische autoriteit geen vertrouwelijke informatie mag verstrekken aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op basis van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, zoals ze dergelijke informatie ook niet mag verstrekken aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op basis van hetzelfde akkoord. Het doorgeven van vertrouwelijke informatie zoals bedoeld in artikel 38 van het bewuste akkoord mag enkel plaatsvinden tussen statistische autoriteiten die ten aanzien van derden gebonden zijn door de verplichtingen die voortvloeien uit de statistische geheimhouding in overeenstemming met artikel 42 van hetzelfde akkoord.

In casu dient de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de toepassing van deze bepaling als een derde te worden beschouwd. Artikel 18 van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, dat het beroepsgeheim inzake statistiek bekrachtigt, vormt in principe een obstakel voor het doorgeven van vertrouwelijke informatie aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Deze principiële onmogelijkheid voor de gewestelijke statistische autoriteit om vertrouwelijke informatie te verstrekken aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vormt geen obstakel voor de uitvoering van het samenwerkingsakkoord. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geniet immers de mogelijkheid, via de eigen ambtenaren, om het statistisch programma uit te voeren dat de gewestelijke statistische autoriteit voor haar rekening heeft opgemaakt, zonder dat ze daartoe noodzakelijk toegang moet hebben tot de vertrouwelijke informatie op basis waarvan voornoemd programma werd opgemaakt.

Bovendien maakt de toepasselijke wetgeving het mogelijk, tot op bepaalde hoogte en voor zover een aantal voorwaarden in acht wordt genomen, om gegevens door te geven tussen de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

In overeenstemming met artikel 7, § 2, van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de gewestelijke statistiek mag de gewestelijke statistische autoriteit globale en anonieme statistieken doorgeven aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. In de veronderstelling dat, als gevolg van het beperkte aantal declaranten, de onthulling van individuele situaties mogelijk is, zou de gewestelijke statistische autoriteit de statistieken op vertrouwelijke wijze mogen bezorgen aan de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, zonder daartoe de voorafgaande toestemming te moeten verkrijgen vanwege de declarant, op basis van artikel 2, c, van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek.

Bovendien kunnen de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een vertrouwelijkheidsovereenkomst sluiten met het oog op de mededeling van gecoëdeerde studiegegevens die eerstgenoemde instantie heeft, overeenkomstig artikel 15 van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek.

Onder het voorbehoud zoals hierboven beschreven regelt het akkoord de modaliteiten van informatie-uitwisseling en het doorgeven van gegevens waarbij erop wordt gewezen dat er nergens wordt afgeweken van de van toepassing zijnde regelgeving inzake statistiek en bescherming van persoonsgegevens.

III. CONFORMITEIT VAN HET AKKOORD TEN OPZICHTE VAN DE REGELS INZAKE BEVOEGDHEIDSVERDELING

Volgens een vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof:

“Hoewel elke vorm van samenwerking onvermijdelijk een beperking van de autonomie van de betrokken overheden impliceert, kan het sluiten van een samenwerkingsakkoord zoals bedoeld in artikel 92bis niet leiden tot een ruil, een afstand of een teruggave van bevoegdheid; er zou dan immers sprake zijn van een schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld tot bepaling van de respectieve bevoegdheden van de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten”¹.

Algemeen wordt aangenomen dat het sluiten van een samenwerkingsakkoord geen aanleiding kan geven tot de overdracht van een reglementaire bevoegdheid, een bevoegdheid inzake beheer, een bevoegdheid van controle of toezicht noch van een bevoegdheid om beslissingen met individuele draagwijdte te nemen². Tevens is het voor de verschillende entiteiten verboden om wederzijds deel te nemen aan de financiering van hun respectieve bevoegdheden³.

Uit meerdere adviezen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State blijkt echter dat een gefedereerde entiteit de mogelijkheid geniet om een instelling van een andere gefedereerde entiteit te belasten met de uitvoering van bepaalde opdrachten die tot haar eigen bevoegdheden behoren, op voorwaarde dat het gaat om eenvoudige taken van uitvoering en dat de overdragende entiteit nauw verbonden blijft met de uitvoering van de bewuste opdrachten⁴.

Anderzijds beschouwt de afdeling Wetgeving van de Raad van State op constante wijze dat het antwoord op de vraag of een samenwerkingsakkoord leidt tot een afstand van bevoegdheid gebaseerd moet zijn op een onderzoek van de concrete omstandigheden en modaliteiten van de samenwerking⁵.

In casu heeft het huidige samenwerkingsakkoord niet tot doel noch tot gevolg een afstand van bevoegdheid mee te brengen vanwege het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Immers,

- Het samenwerkingsakkoord leidt niet tot de overdracht vanwege de Gemeenschappelijke

¹ Arbitragehof, arrest nr. 17/1994 van 3 maart 1994, considerans B.5.3. Zie ook, recenter, Grondwettelijk Hof, arrest nr. 171/2015 van 3 december 2015, B.12; Grondwettelijk Hof, arrest nr. 112/2011 van 23 juni 2011, B.6.2.

² Y. PEETERS, “Samenwerking in het federale België”, in B. SEUTIN en G. van HAEGENDOREN (uitg.), *De transversale bevoegdheden in het federale België*, 2017, p. 140, en de geciteerde referenties. Wat betreft de bevoegdheid om beslissingen met individuele draagwijdte te nemen heeft de Raad van State zijn houding door de jaren bijgestuurd.

³ *Ibid.*

⁴ RvS (afdeling Wetgeving), advies van 24 oktober 1988, Raad Franse Gemeenschap, 1988-1989, nr. 38/1. Recenter, zie RvS (afdeling Wetgeving), adviezen met nr. 52.324/AG/4 en 52.325/AG/4 van 8 januari 2013 (algemene vergadering) en 14 januari 2013 (4^{de} kamer), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/52325.pdf>; RvS (afdeling Wetgeving), advies nr. 49.218 van 1 maart 2011 betreffende een voorontwerp van decreet “houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de registratie, de evaluatie en de toelating van chemische stoffen evenals betreffende de beperkingen die toepasselijk zijn op deze stoffen (REACH)” (*a contrario*), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/49218.pdf>.

⁵ RvS (afdeling Wetgeving), adviezen met nr. 52.324/AG/4 en 52.325/AG/4 van 8 januari 2013 (algemene vergadering) en 14 januari 2013 (4^{de} kamer), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/52325.pdf>.

Gemeenschapscommissie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van een reglementaire bevoegdheid, een bevoegdheid inzake controle of een bevoegdheid om individuele beslissingen inzake statistiek te nemen; de betrokken opdrachten zijn louter opdrachten van uitvoering;

- De verplichting voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie om een statistische autoriteit aan te wijzen, die op haar beurt een jaarlijks statistisch programma moet opstellen, is een verplichting die de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vrij is aangegaan door het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 te bekrachtigen, en is dus geen verplichting die voortvloeit uit de Grondwet of de bijzondere wetten;
- Het samenwerkingsakkoord garandeert dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie nauw wordt betrokken bij de uitvoering van de bewuste opdrachten, ofwel via haar administratie en – inzonderheid – haar studiedienst, via het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn of door vertegenwoordigers aan te wijzen die zouden zetelen in een programmacomité dat voorts ook vertegenwoordigers van de gewestelijke statistische autoriteit telt, alsook vertegenwoordigers die meer bepaald zouden zetelen in het Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse;
- De financiering van de betrokken opdrachten valt uitsluitend ten laste van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- Het sluiten van het akkoord doet geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de instellingen die ervan afhangen om statistieken, studies en analyses te maken in de materies die tot hun bevoegdheden behoren;
- De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie blijft de mogelijkheid genieten om eender wanneer maar met een redelijke opzegtermijn, vastgesteld op één jaar, zelf de opdrachten uit te voeren die in het huidige samenwerkingsakkoord zijn opgenomen en om, bijvoorbeeld, haar eigen statistische autoriteit aan te wijzen.

Tot slot past het op te merken dat de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest op 8 oktober 2009 een samenwerkingsakkoord hebben gesloten “in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistiek”; dit akkoord is op 4 december van hetzelfde jaar verschenen in het Belgisch Staatsblad. Dit samenwerkingsakkoord bevat een aantal bepalingen die analoog zijn met het huidige akkoord. De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in haar adviezen betreffende de voorontwerpen van decreet van goedkeuring geen opmerkingen geformuleerd met betrekking tot de bevoegdheid⁶.

⁶ RvS (afdeling Wetgeving), advies nr. 46.933/2 van 13 juli 2009 betreffende een voorontwerp van Waals decreet “houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistiek” (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46933.pdf>). RvS (afdeling Wetgeving), advies nr. 46.736/2 van 17 juni 2009 betreffende een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap “houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de samenwerkingsverbanden inzake statistiek” (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46736.pdf>).

Bespreking van de artikelen

Artikel 1

Dit artikel definieert bepaalde begrippen die in het samenwerkingsakkoord worden gehanteerd. Het verwijst naar definities die voorkomen in andere teksten (samenwerkingsakkoord, ordonnantie).

Artikel 2

Dit artikel heeft betrekking op het voorwerp van het akkoord, dat erin bestaat de samenwerking tussen de partijen inzake statistiek te versterken, alsook op de belangrijkste maatregel van het akkoord die erin bestaat de statistische autoriteit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te wijzen tot statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Het artikel bepaalt dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de vrijheid behoudt om statistieken, studies en analyses op te maken in de materies die tot haar bevoegdheden behoren: ze behoudt al haar bevoegdheden inzake statistiek.

Artikel 3

Dit artikel definieert de opdrachten die de gewestelijke statistische autoriteit zal vervullen voor rekening van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 4

Dit artikel bepaalt dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en inzonderheid het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn nauw betrokken moeten worden bij de werkzaamheden van de gewestelijke statistische autoriteit in de materies die tot de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren. Het betreft een richtsnoer van het samenwerkingsakkoord dat op verschillende manieren wordt omgezet in de bepalingen die volgen.

Artikel 5

Dit artikel stelt de procedure vast betreffende de validatie van het statistisch programma dat de gewestelijke statistische autoriteit opstelt voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Eens het programma is gevalideerd, stuurt de gewestelijke statistische autoriteit het door naar het IIS.

Artikel 6

Dit artikel bepaalt dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie deelneemt aan de opvolging van het statistisch programma, meer bepaald via het programmacomité waarvan sprake in artikel 11.

Artikel 7

Dit artikel bepaalt dat het jaarlijks activiteitenverslag dat de gewestelijke statistische autoriteit opmaakt ook betrekking moet hebben op de krachtens het huidige akkoord uitgevoerde opdrachten.

Artikel 8

Dit artikel organiseert een systeem van wederzijdse informatie-uitwisseling.

Artikel 9

Dit artikel bepaalt dat de ambtenaren van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie mogen komen werken in de lokalen van de gewestelijke statistische autoriteit.

Artikel 10

Dit artikel wijst erop dat de verplichtingen inzake statistisch geheim en bescherming van de persoonsgegevens volledig van toepassing blijven.

Artikel 11

Dit artikel richt een paritair comité op, i.e. samengesteld uit vertegenwoordigers van de gewestelijke statistische autoriteit en vertegenwoordigers van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Dit comité heeft de volgende opdrachten: het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie valideren, de uitvoering ervan opvolgen en bepalen welke statistieken, studies en statistische verslagen mogen worden opgemaakt in de materies die behoren tot de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Dit comité heeft als taak toe te zien op de wijze waarop de in het huidige akkoord bedoelde opdrachten worden uitgevoerd. Daartoe wordt bepaald dat het comité regelmatig moet samenkomen.

Artikelen 12 en 13

Deze artikelen handelen over het eigendom van de statistieken en studies die worden geproduceerd in het kader van de uitvoering van het akkoord en over de verspreiding van de resultaten.

Artikel 14

Dit artikel regelt de vertegenwoordiging van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in de raad van bestuur van het Interfederaal Instituut voor de Statistiek. Het geeft uitvoering aan artikel 15 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014. Aangezien de vertegenwoordiger van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie moet worden gekozen onder de hoge (statutaire of contractuele) ambtenaren van de statistische autoriteit, bepaalt artikel 14 dat deze vertegenwoordiging in principe wordt verzekerd door de leidinggevende van de cel die belast is met het thema Gezondheid bij het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse.

Artikel 15

Dit artikel regelt de vertegenwoordiging van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in het Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse.

Artikel 16

Dit artikel heeft betrekking op de middelen die worden toegekend voor de uitvoering van het samenwerkingsakkoord. Het bepaalt dat, met het oog op de uitvoering van de door het akkoord bedoelde opdrachten, de gewestelijke statistische autoriteit een ambtenaar zal aanwerven of in dienst zal nemen. De financiële kosten met betrekking tot de indienstneming van deze ambtenaar zijn ten laste van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Artikel 16 stelt ook de modaliteiten vast krachtens dewelke de betrokken ambtenaar zijn opdrachten dient te vervullen.

Artikelen 17 tot 20

Deze artikelen hebben betrekking op de duur van het samenwerkingsakkoord, zijn periodieke evaluatie door de partijen en op de modaliteiten van een eventuele opzegging. Artikel 20 creëert voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een verplichting van overleg in geval van administratieve herstructurering die een weerslag kan hebben op de uitvoering van het samenwerkingsakkoord.